



FEDERATION FRANÇAISE DE BALL TRAP

Et de tir a balle.

14, rue Avaulée – 92240 MALAKOFF - Tel 01.41.41.05.05 - Fax 01.41.41.02.00
Email : FFBT.BALLTRAP@wanadoo.fr – Internet : www.ffbt.asso.fr – www.balltrap.com



STATUTS

Adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 septembre 2004
Modifiés lors de l'A G Extraordinaire du 3 novembre 2010

Association régie par la loi de 1901 – JO du 31/07/85, Agréée par le Ministère de la Jeunesse et des sports

TITRE I - DISPOSITIONS RELATIVES AU BUT ET A LA COMPOSITION DE LA FEDERATION.

Chapitre 1 But de la fédération.

Article 1^{er} : L'Association dite " **FEDERATION FRANCAISE DE BALL-TRAP ET DE TIR A BALLE** " a été fondée le 10 juillet 1985. Elle agit comme gardienne et continuatrice des traditions soutenues par la Fédération française de Tir aux Armes de Chasse entre 1925 et 1967.

La Fédération française de Ball-trap et de tir à balle sera désignée ci-après par son appellation simplifiée Fédération française de ball-trap, par le mot "fédération" ou par le sigle F.F.B.T.

Article 2 : Elle a pour objet :

- de promouvoir toutes disciplines de ball-trap et, en particulier le compact sporting, la fosse universelle, la fosse européenne, le parcours, le sanglier courant, le tir aux hélices et d'encourager leurs connaissances par le grand public.
- de réunir les associations ou groupements de personnes pratiquant les disciplines aux armes de chasse.
- d'organiser les compétitions de tir aux armes de chasse à canons lisses ou rayés, notamment les championnats de France, de délivrer les titres fédéraux, en particulier les titres de champion de France de la discipline concernée et de sélectionner les tireurs en vue de leur participation aux épreuves internationales.
- de développer la pratique de loisir, de compétition amateur et professionnel aux armes de chasse à canons lisses et/ou à canons rayés sur buts mobiles, de concourir à l'initiation des chasseurs débutants aux règles de tir en plein air, et de la sécurité dans la pratique de la chasse, par tous les moyens appropriés, dans la métropole, ainsi que dans les départements et territoires d'outre-mer.
- d'inciter à la création de stades et/ou stands de tir, d'aider à assurer leur pérennité.
- d'encourager et de soutenir les efforts de toutes les associations qui lui sont affiliées et de susciter la formation d'associations nouvelles.
- de représenter ses membres toutes les fois qu'une action collective doit être exercée en la matière.
- la fédération a en outre compétence pour donner son avis sur les autorisations d'acquisition et de détention d'armes exclusivement réservées à la chasse, en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 3 : Elle a son siège à MALAKOFF (92240) 14, rue Avaulée. Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par délibération de l'assemblée Générale.

Article 4 : Sa durée est illimitée.

Article 5 : La fédération a pour objectif l'accès de tous à la pratique physique et sportive du ball-trap. Elle s'interdit toute discrimination. Elle veille au respect de ces principes par ses membres, ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité national olympique et sportif français.

Article 6 : Les moyens d'action de la fédération sont :

- l'organisation de compétitions, de concours et de manifestations diverses.
- l'organisation de formations, de stages, de conférences et d'expositions ou la participation à ceux-ci.
- la publication de bulletins officiels et de tous documents ou instructions d'intérêt techniques.
- l'attribution de prix, de diplômes et brevets de tir et de récompenses de toutes sortes.
- la contribution à la promotion du ball-trap de loisir et de chasse.
- l'initiation au maniement des armes de chasse dans les conditions optimales de sécurité.
- la préparation aux examens d'état d'éducateurs sportifs de tir (option ball-trap).
- le développement de la recherche technique et technologique sur le tir aux armes de chasse à canons lisses ou rayés.

Elle peut recevoir de l'Etat un concours financier et en personnel dans des conditions fixées par conventions.

Chapitre 2 - Composition de la fédération.

Article 7 : La fédération se compose des associations sportives constituées dans les conditions prévues par le chapitre II du titre 1er de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par l'assemblée générale sur proposition du Comité Directeur, aux personnes physiques ou morales ayant rendu ou rendant des services exceptionnels à la Fédération.

L'affiliation à la Fédération ne peut être refusée par le comité directeur à une association sportive constituée pour la pratique de la discipline ou de l'une des disciplines comprises dans l'objet de la fédération que si elle ne satisfait pas aux conditions mentionnées à l'article 2 du décret N° 2002-488 du 9 avril 2002 pris pour l'application de l'article 8 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 et relatif à l'agrément des groupements sportifs, ou si l'organisation de cette association n'est pas compatible avec les présents statuts.

Pour être affiliée, une association ne peut pas être constituée de moins de six membres.

Article 8 : La qualité de membre de la fédération se perd par la démission qui, s'il s'agit d'une personne morale, doit être décidée dans les conditions prévues par ses statuts, ou par la radiation.

La radiation est prononcée, dans les conditions fixées par le règlement intérieur, pour non-paiement des cotisations. Elle peut être également prononcée, dans des conditions prévues par le règlement disciplinaire, pour tout motif grave.

Chapitre 3 - Les licenciés.

Article 9 : La licence prévue au I de l'article 16 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 et délivrée par la fédération marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux statuts et règlements de celle-ci.

La licence confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la fédération dans le respect de ses règlements.

La licence est délivrée au pratiquant aux conditions générales suivantes, détaillées dans le règlement intérieur :

- sous réserve que le pratiquant s'engage à respecter l'ensemble des règles et règlements, notamment fédéraux, relatifs à la pratique sportive ainsi que les règles relatives à la protection de la santé publique.

- selon des critères liés, notamment, à l'âge, à la nature de la discipline pratiquée, à la durée de la saison sportive, à la participation à des compétitions.

Elle est annuelle et est délivrée pour la durée de l'année civile, soit du 01/01 au 31/12.

Tous les licenciés âgés de plus de 16 ans peuvent être candidat à l'élection pour la désignation des membres des instances dirigeantes de la fédération ou de ses organismes territoriaux dans le respect des conditions prévues à l'article 27 des présents statuts.

Article 10 : La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de la fédération.

La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire ou le règlement particulier en matière de lutte contre le dopage.

Les sanctions disciplinaires applicables aux associations sportives affiliées à la fédération, aux membres licenciés de ces associations et aux membres licenciés à la fédération sont fixées par le règlement disciplinaire ou par le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage. Les sanctions sont prononcées par les organes de la fédération dans les conditions et limites fixées par ces règlements, et notamment dans le strict respect des droits de la défense.

Article 11 : Sont ouvertes aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence les activités définies par le règlement intérieur. La délivrance du titre permettant la participation des non-licenciés à ces activités peut donner lieu à la perception d'un droit fixé par l'assemblée générale. Elle peut en outre être subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur santé, leur sécurité et celles des tiers.

Article 12 : Toute forme de prosélytisme religieux ou politique est proscrite au sein de la fédération et de ses organismes territoriaux.

Article 13 : Tous les membres adhérents des associations affiliées doivent être titulaires de la licence fédérale. En cas de non-respect de cette obligation par une association affiliée, celle-ci s'expose aux sanctions prévues dans le règlement disciplinaire.

Chapitre 4 - Organismes nationaux, régionaux ou départementaux

Article 14 : - La Fédération peut constituer en son sein, sous la forme d'associations déclarées, des organismes départementaux ou régionaux chargés de la représenter dans leur ressort territorial respectif et d'y assurer une partie de ses missions. Sauf dérogation accordée par le Ministère chargé des Sports, ces organismes doivent avoir comme ressort territorial celui des services déconcentrés du Ministère chargé des Sports.

Ces organismes peuvent en outre, dans les départements d'outre-mer, à Saint Pierre-et-Miquelon ou à Mayotte, conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des Etats de la zone géographique dans laquelle ils sont situés.

Article 15 : Ils doivent adopter des statuts compatibles avec les présents statuts et doivent notamment prévoir :

- que l'assemblée Générale se compose des représentants élus de toutes les associations sportives de la zone géographique concernée, affiliées à la Fédération.

- que les représentants de ces associations disposent à l'assemblée Générale d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences délivré dans l'association selon les modalités définies par les présents statuts.

Les statuts des organismes départementaux et régionaux doivent également prévoir que les comités directeurs de ces organismes territoriaux sont composés¹ au maximum de dix neuf membres tout collège confondu. Le nombre de membres retenu pour constituer le comité directeur de l'organisme territorial doit être obligatoirement fixé dans ses statuts. Ils sont élus pour 4 ans au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Article 16 : La fédération peut procéder à tous contrôles de l'exécution des missions qu'elle a confiées à ses organismes territoriaux.

Chaque année, ils doivent rendre compte à la fédération de leurs activités et communiquer leurs documents administratifs, financiers et comptables selon des modalités précisées dans le règlement intérieur.

Ces organismes territoriaux se verront, entre autre, confier la délivrance des titres fédéraux pour ce qu'il est de leur ressort territorial ; champion du département, champion régional, etc.

Article 17 : Leurs statuts doivent prévoir qu'en cas de dissolution et de liquidation de l'organisme territorial, l'actif, s'il existe, devra être affecté temporairement à la fédération en attente de la constitution d'un nouvel organisme territorial agréé par celle-ci qui le restituera à la nouvelle équipe dirigeante.

¹ Modifié par l'A G E du 3 novembre 2010

TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ORGANES FEDERAUX

Chapitre 1 - L'assemblée générale.

Article 18 : L'assemblée Générale se compose des représentants élus des associations affiliées à la Fédération à jour de leur cotisation.

Le droit de vote de chaque association ne peut être exercé à l'assemblée générale que par un seul représentant titulaire d'une licence en cours : son président ou, à défaut, un adhérent du club spécialement mandaté à cet effet et attributaire d'un pouvoir selon des conditions précisées dans le règlement intérieur.

Ils peuvent être munis de procurations émanant de représentants d'autres associations affiliées au sein du même département et selon des conditions précisées dans le règlement intérieur.

Les associations affiliées dans les DOM TOM ne sont pas tenues de respecter la condition du département.

Article 19 : Les représentants disposent d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences délivrées dans leur association à la fin de la saison précédente selon le barème suivant :

- de 6 membres jusqu'à 20 membres licenciés : 1 voix.
- de 21 membres licenciés et jusqu'à 40 : 2 voix.
- de 41 à 480 membres licenciés : 1 voix supplémentaire par tranche de 40 et pour la dernière fraction de 40.
- et au-delà de 481 membres licenciés: 1 voix supplémentaire par tranche de 50 et pour la dernière fraction de 50.

Article 20 : L'assemblée générale est convoquée par le Président de la fédération. Elle se réunit au moins une fois par an à la date fixée par le Comité Directeur, en outre, elle se réunit chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres de l'assemblée représentant le tiers des voix.

Peuvent assister à l'assemblée générale, sous réserve de l'autorisation du Président, les agents rétribués par la Fédération.

L'assemblée générale délibère valablement sauf disposition particulière des statuts, à la majorité simple.

Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletins secrets.

Article 21 : L'assemblée est convoquée 21 jours (**vingt et un jours**) au moins avant la date fixée pour la réunion, par lettre simple, adressée à chacune des associations affiliées à la fédération.

L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur.

Article 22 : L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la Fédération. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du Comité Directeur et sur la situation morale et financière de la Fédération.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget.

Les comptes de la fédération sont soumis à la vérification d'un commissaire aux comptes inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes.

Le règlement intérieur, le règlement disciplinaire, le règlement financier et le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage, proposés par le Comité Directeur, sont adoptés par l'assemblée générale.

Ces règlements et leurs modifications qui sont apportées sont communiqués au Ministre chargé des Sports.

Article 23 : Les associations sportives affiliées contribuent au fonctionnement de la fédération par le paiement d'une cotisation dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèque et sur les baux de plus de 9 ans.

L'assemblée générale décide seule des emprunts.

La fédération peut recevoir des dons manuels, des dons des établissements d'utilité publique et des sommes provenant de collectes. Le Comité Directeur délibérera sur l'acceptation de ceux-ci.

Chapitre 2 - Les instances dirigeantes.

Le comité directeur.

Article 24 : La fédération est administrée par un Comité Directeur **de 24 membres** qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à un autre organe de la fédération. Il doit comprendre au moins un médecin licencié.

A compter des élections postérieures aux Jeux Olympiques de 2008, la représentation des femmes au Comité Directeur sera proportionnelle au nombre de licenciées éligibles à la fédération à l'échéance de la dernière saison sportive avant la date des élections concernées.

Le comité suit l'exécution du budget.

Il est chargé d'adopter les règlements sportifs et le règlement médical. Il propose à l'assemblée générale, le règlement intérieur.

Il attribue les titres sportifs pour la délivrance desquels la fédération reçoit délégation du Ministre chargé des sports.

Sauf en ce qui concerne ces compétences exclusives, il peut déléguer au bureau certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Article 25 : Les membres du Comité Directeur sont élus par l'assemblée générale au scrutin secret pour 4 ans. Ils sont rééligibles. Le mandat du Comité Directeur expire au plus tard le 31 mars suivant les jeux Olympiques d'été.

L'appel à candidatures est adressé aux associations affiliées, **21 jours** au moins avant l'assemblée générale. Ces candidatures doivent être déposées contre reçu ou parvenir à la Fédération par lettre recommandée avec avis de réception quinze jours au moins, à peine de forclusion, avant la date de réunion de l'assemblée générale.

Article 26 : L'élection se fait au scrutin de liste à un tour.

Il est attribué à la liste ayant obtenue le plus de suffrages valablement exprimés, la moitié des sièges au comité directeur. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la

représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Toute liste ayant au moins obtenue 10 % des suffrages valablement exprimés dispose au moins d'un poste au comité directeur.

Tous les candidats inscrits sur une liste présentée doivent être licenciés auprès de la fédération et ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire qui ferait obstacle à leur candidature. Dans chaque liste présentée un candidat médecin sera positionner avant la treizième position et au moins une candidate femme sera inscrite par tranche de cinq candidats en commençant par le début de la liste et ainsi de suite en fonction du nombre minimum de femmes devant être représentées au comité directeur.

Des listes incomplètes peuvent être présentées à la condition qu'elles comprennent au moins 50% du total des membres du comité directeur plus un candidat et respectent les conditions de candidatures des femmes et du médecin.

En cas de vacance, pour quelque motif que ce soit, d'un siège au sein du Comité Directeur, celui-ci est pourvu par le candidat immédiatement inscrit sur la liste du membre vacant et ainsi de suite. Dans le cas où la vacance entraînerait une sous représentation des femmes au comité directeur en application de la proportion établie au moment des élections, c'est la candidate femme suivante sur la liste du membre vacant qui est désignée. En cas d'impossibilité, le poste demeure vacant jusqu'à la plus proche assemblée générale au cours de laquelle le comité directeur sera complété. En cas de vacance de médecin au sein du comité directeur, le poste sera pourvu par un autre médecin candidat de la même liste si possible, ou bien d'une autre liste si nécessaire, et dans l'ordre de classement des listes.

En cas d'impossibilité de pourvoir aux postes vacants selon les dispositions précédentes, l'élection des postes vacants aura lieu dès la plus proche assemblée générale, au scrutin uninominal s'il y a moins de cinq postes à pourvoir et, au scrutin de liste s'il y a cinq postes et plus, à pourvoir.

Article 27 : Ne peuvent être élus au comité directeur :

1° Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales.

2° Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales.

3° Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.

Article 28 : L'assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après.

1° l'assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix.

2° les deux tiers des membres de l'assemblée Générale doivent être présents ou représentés.

3° la révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

Article 29 : Le Comité Directeur se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président de la Fédération; la convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le tiers de ses membres.

Le Comité Directeur ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent. Les décisions du comité directeur se prennent à la majorité simple.

Les procès verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire. Ils sont établis sans blancs ni ratures sur des feuillets numérotés et conservés au siège de la fédération.

Article 30 : Le directeur technique national assiste avec voix consultative aux séances du Comité Directeur. Les agents rétribués de la fédération peuvent assister aux séances avec voix consultative s'ils sont autorisés par le Président.

Article 31 : Les présents statuts autorisent la rémunération des dirigeants de la fédération conformément aux dispositions de l'article 261-7-1° du code général des impôts. En dehors de l'application des dispositions ci-dessus mentionnées, les membres du Comité Directeur ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles selon des modalités définies au règlement intérieur.

Le bureau.

Article 32 : Après l'élection du comité directeur et du Président, le Comité directeur élit en son sein, sur proposition du président et au scrutin secret, un bureau de sept membres et qui comprend au moins un Secrétaire Général, un Trésorier. Cette élection se déroule sous le contrôle de la commission de surveillance des opérations de votes.

Le bureau est chargé d'assister le Président dans ses fonctions, il peut prendre les décisions que nécessite l'urgence ou pour lesquelles le comité directeur lui a donné délégation.

Le bureau est convoqué par le Président par lettre simple au moins 8 jours à l'avance.

Les décisions du bureau se prennent à la majorité simple, la voix du président est prépondérante.

En cas de vacance, le Comité Directeur élit en son sein, sur proposition du président et au scrutin secret, un nouveau membre.

A compter des élections postérieures aux Jeux Olympiques de 2008, la représentation féminine au sein du bureau sera conforme à l'obligation imposée par les textes en vigueur.

Le mandat du Bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.

Le directeur technique national assiste avec voix consultative aux séances du bureau.

Chapitre 3 -Le président

Article 33 : Immédiatement après l'élection des membres du comité directeur, celui-ci se réunit et élit, en son sein et à la majorité absolue, le président de la fédération, sous le contrôle de la commission de surveillance des opérations de votes.

Le mandat du Président prend fin avec celui du Comité Directeur.

Article 34 : Sont incompatibles avec le mandat de président de la fédération les fonctions de chef d'entreprise, de président de Conseil d'Administration, de président et de membre de directoire, de président du conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la fédération, de ses organes internes ou des clubs qui lui sont affiliés.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personnes interposées, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises ci-dessus visés.

Article 35 : Le Président de la fédération préside les Assemblées Générales, le Comité Directeur et le Bureau. Il ordonnance les dépenses. Il représente la Fédération dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Concernant des affaires présentant un caractère d'urgence, le Président a la possibilité de les exposer par courrier électronique et solliciter un vote des membres du Bureau ou du Comité Directeur par les mêmes moyens. Dans ce dernier cas, le résultat de cette consultation figurera sur le procès-verbal de la prochaine réunion du Comité Directeur.

Les délégations de pouvoir pouvant être accordées par le Président de la Fédération, doivent l'être dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur. Toutefois, la représentation de la Fédération en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Article 36 : En cas de vacance du poste de président pour quelques raisons que ce soit, le comité directeur, après avoir été complété si nécessaire, procède à l'élection du nouveau président à la majorité absolue parmi ses membres pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur et sous le contrôle de la commission de surveillance des opérations de votes.

Chapitre 4 - Autres organes de la fédération

Article 37 : Il est institué au sein de la fédération une commission de surveillance des opérations électorales de trois membres, chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du président, des membres du comité directeur et du bureau, au respect des dispositions prévues par les statuts et le règlement intérieur.

Ses membres sont nommés, eu égard à leur compétence en la matière, par le comité directeur pour une durée de trois saisons sportives. Il est impossible pour ces membres d'être candidats aux élections des instances dirigeantes de la fédération ou de ses organes décentralisés.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs membres de la commission, les nouveaux membres peuvent être désignés par le Bureau si l'urgence l'exige et pour la durée du mandat restante. Le remboursement de leurs frais se fera sur la même base que les membres du comité directeur.

Cette commission est chargée de contrôler toute opération de vote relative à l'élection des membres du comité directeur, du président et du bureau de la fédération. Elle peut procéder à tous contrôles et vérifications utiles à ses missions.

Elle a compétence pour ;

- Emettre un avis sur la recevabilité des candidatures.
- Avoir accès à tout moment aux bureaux de vote, leur adresser tous conseils et former à leur intention toutes observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions et vérifications statutaires.
- Se faire présenter tout document nécessaire à l'exercice de ses missions.
- En cas de constatation d'une irrégularité, exiger l'inscription d'observations au procès verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après cette proclamation.

Article 38 : Il est institué au sein de la fédération une commission des juges et arbitres, dont les membres sont nommés, eu égard à leur compétence en la matière, par le comité directeur et pour la durée du mandat de celui-ci.

Cette commission est chargée :

1° de suivre l'activité des juges et arbitres et d'élaborer les règles propres à cette activité en matière de déontologie et de formation.

2° de veiller à la promotion des activités d'arbitrage auprès des jeunes licenciés de la fédération.

Article 39 : Il est institué au sein de la fédération une commission médicale, dont les membres sont nommés, eu égard à leur compétence en la matière, par le comité directeur et pour la durée du mandat de celui-ci.

Cette commission est chargée :

1° d'élaborer un règlement médical fixant l'ensemble des obligations et des prérogatives de la fédération à l'égard de ses licenciés dans le cadre de son devoir de surveillance médicale prévu par le livre VI du code de la santé publique. Le règlement médical est arrêté par le comité directeur.

2° d'établir, à la fin de chaque saison sportive, le bilan de l'action de la fédération en matière de surveillance médicale des licenciés, de prévention et de lutte contre le dopage. Ce bilan est présenté à la plus proche assemblée générale et adressé au ministre chargé des sports.

Article 40 : Il est institué d'autres commissions nécessaires au bon fonctionnement de la fédération dont les membres sont nommés sur proposition du président, par le comité directeur. Les conditions de fonctionnement de ces commissions sont définies par le règlement intérieur.

TITRE III - RESSOURCES ANNUELLES

Article 41 : Les ressources annuelles de la Fédération comprennent :

1° le revenu de ses biens.

2° les cotisations et souscriptions de ses membres.

3° le produit des licences et des manifestations.

4° les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

5° les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente.

6° le produit des rétributions perçues pour service rendu.

7° la vente de produits promotionnels et d'ouvrages traitant du ball-trap et des disciplines connexes.

Tous les capitaux mobiliers, y compris ceux de la dotation, sont placés en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n°87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avance.

Article 42 : La comptabilité de la fédération est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur. Cette comptabilité fait apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et un bilan.

La Fédération justifie chaque année auprès du Ministre chargé des sports, de l'emploi des fonds provenant des subventions reçues au cours de l'exercice écoulé.

TITRE IV - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 43 : Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée Générale dite "Extraordinaire", dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Comité Directeur ou sur proposition du dixième au moins des membres dont se compose l'assemblée Générale, représentant au moins le dixième des voix.

Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modification, est adressée aux associations sportives affiliées à la fédération quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

L'assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres représentant au moins la moitié de ses voix, sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour ; la convocation est adressée aux membres de l'assemblée 15 jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

L'assemblée générale statue sans condition de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents, représentant au moins les deux tiers des voix.

Article 44 : L'assemblée Générale ne peut prononcer la dissolution de la Fédération que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions prévues par les articles ci-dessus.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la fédération.

Article 45 : Les délibérations de l'assemblée Générale concernant la modification des statuts, la dissolution de la fédération et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au Ministre chargé des Sports.

TITRE V - SURVEILLANCE ET PUBLICITE

Article 46 : Le Président de la Fédération ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la Préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège social tous les changements intervenus dans la direction de la Fédération.

Les procès verbaux de l'assemblée générale, les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux associations sportives affiliées à la Fédération, soit par expédition postale, soit par publication dans la revue de la fédération. Ils sont également adressés chaque année au Ministre chargé des Sports.

Les documents administratifs de la Fédération et ses pièces de comptabilité dont un règlement financier sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre chargé des Sports, de ses délégués, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le ministre chargé des sports a le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par la fédération et d'être informé des conditions de leur fonctionnement.

Les règlements édictés par la Fédération sont publiés dans le bulletin fédéral.

Statuts adoptés le 25/09/04

Le Secrétaire Général
Jean Michel MOUTOUFIS

Le Président
Denis JULIEN